

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : Oloron-Sainte-Marie

Débat sur l'école

Lycée agricole de Soeix

Vendredi 5-12-03

Type de réunion

Réunion d'école publique

QUESTION 17 : améliorer la qualité de vie des élèves à l'école

Les rythmes scolaires sont tributaires de contraintes économiques et sociales.
Semaine de 4 jours : insatisfaisant.

QUESTION 20 : comment l'école doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?

Enorme manque de moyens, grande inégalité selon les communes.

QUESTION 21 : les métiers de l'école

Nécessité d'un métier commun à tous les niveaux d'enseignement, avec des spécialisations dans le cadre de la formation continue, même en maternelle.

Nécessité de liens GS : CP et CM2/6^{ème}.

La fonction de directeur doit être valorisée, problème de responsabilités, et manque de moyens.

Les moyens de l'école ne doivent pas être tributaires de choix politiques locaux.

Les participants pensent que l'organisation de ce débat est une duperie et votent la motion ci-jointe.

Lors du mouvement social du printemps dernier, les personnels de l'Education nationale, les parents d'élèves et tous ceux et celles qui se sont engagés à leurs côtés, ont largement posé les bases d'un véritable débat sur le système éducatif. Ils ont mis l'avenir de l'Ecole à sa juste place : celle d'un projet de société. Ils ont dit avec force leur profond rejet d'une conception libérale et marchande de l'éducation.

Le gouvernement est resté sourd aux revendications portées par cette immense mobilisation. Il a fait le choix de passer en force, notamment sur la question de la décentralisation, méprisant ainsi les personnels et les parents.

Aujourd'hui, ce même gouvernement prétend ouvrir un « grand débat » sur l'Ecole. Dans sa forme, ce débat est corseté par 22 questions très inductives, par l'absence de transparence sur l'utilisation qui sera faite des synthèses, par la mise en place d'un calendrier trop court qui ne permet pas de mener un débat en profondeur.

Dans le même temps, les ministres multiplient les annonces rétrogrades (sur la scolarisation des 2/3 ans, la formation patronale en alternance, la remise en cause du collège pour tous,...) Ils prétendent vouloir traiter l'échec scolaire et , dans le même temps, ils suppriment des milliers de postes d'enseignants, de MI-SE, d'aides éducateurs...

Les personnels , les parents, les élus réunis ce jour, réaffirment leur attachement aux missions de l 'Ecole, qui doit rester nationale et garantir la réussite de tous les élèves.

L'objectif des 80% d'une tranche d'âge, au niveau BAC, fixé par la loi d'orientation de 1989, doit enfin être atteint.

Cela suppose un Service Public ambitieux sur tout le territoire, avec des emplois statutaires. Il faut donner les Moyens à l'Ecole de :

- Scolariser effectivement TOUS les élèves de 2 à 8 ans, de la maternelle à l'université.
- Mieux prendre en charge les enfants en difficulté en développant l'AIS publique.
- Développer l'Enseignement Professionnel Public
- Démocratiser les Universités

Cela nécessite :

- Des enseignants en plus
- Des personnels d'encadrement supplémentaires et TITULAIRES de la fonction publique d'Etat
- Un développement de la formation initiale et continue de tous
- La résorption de la précarité
- Un renoncement au transfert de personnels vers les collectivités locales ce qui renforcerait les inégalités entre celles-ci selon leurs revenus.

Motion accompagnée de 25 signatures

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Non définie

2 Non définie

3 Non définie